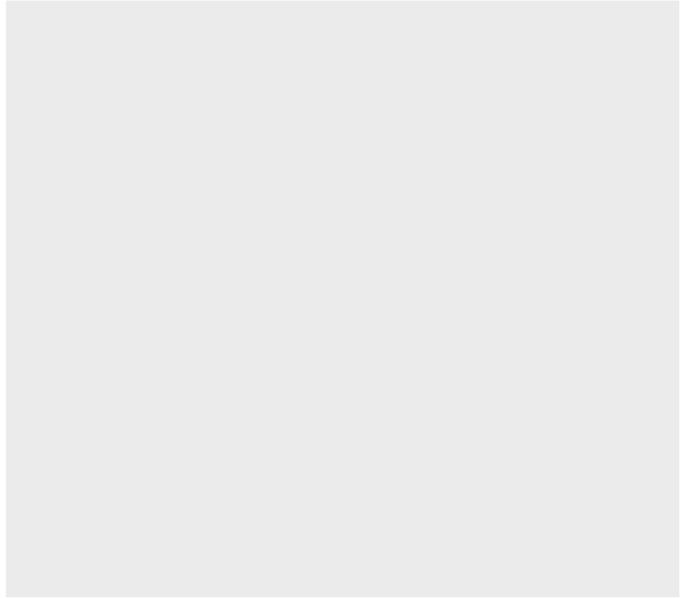


RAPPORT  
INTERMÉDIAIRE  
POUR LE TRIMESTRE  
CLOS LE  
**2 MAI 2015**

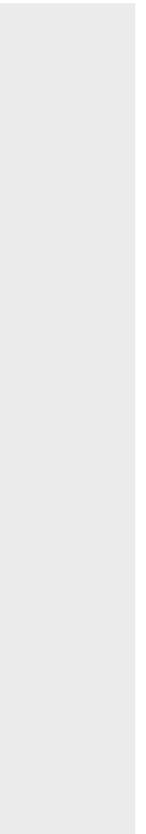


Reitmans  
(CANADA) LIMITÉE



Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.

**REITMANS** EST LE CHEF  
DE FILE DES DÉTAILLANTS  
SPÉCIALISÉS AU CANADA



Les ventes pour le trimestre clos le 2 mai 2015 se sont élevées à 201,7 millions de dollars comparativement à 206,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 3 mai 2014, soit une baisse de 2,3 %, avec une réduction de 52 magasins en exploitation. Les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ont augmenté de 3,0 %, les ventes des magasins situés dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux ayant progressé de 0,3 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 97,7 %.

La marge brute pour le trimestre clos le 2 mai 2015 s'est chiffrée à 59,5 % en hausse comparativement à 58,0 % pour le trimestre clos le 3 mai 2014 en raison essentiellement de l'amélioration des marges dans les bannières taille plus et du commerce électronique. La marge brute de la société tient compte des variations de la juste valeur des contrats de change non admissibles à la comptabilité de couverture qui étaient présentés précédemment dans les produits financiers ou les charges financières. Pour le trimestre clos le 2 mai 2015, une perte de 2,3 millions de dollars sur ces contrats est comprise dans la marge brute (perte de 3,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 3 mai 2014).

La perte nette du trimestre clos le 2 mai 2015 s'est établie à 7,7 millions de dollars (perte diluée par action de 0,12 \$) en regard d'une perte nette de 13,4 millions de dollars (perte diluée par action de 0,21 \$) pour le trimestre clos le 3 mai 2014. Le BAIIA ajusté<sup>1</sup> pour le trimestre clos le 2 mai 2015 s'est chiffré à 2,3 millions de dollars comparativement à une perte au titre du BAIIA ajusté<sup>1</sup> de 4,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 3 mai 2014, soit une augmentation de 6,4 millions de dollars. La réduction de la perte nette et l'amélioration du BAIIA ajusté<sup>1</sup> découlent surtout d'une amélioration des marges brutes ainsi que d'une réduction des coûts d'exploitation tant à l'échelle des magasins que du siège social au cours du premier trimestre clos le 2 mai 2015.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 7 magasins et en a fermé 20. Ainsi, au 2 mai 2015, la société exploite 810 magasins, soit 337 Reitmans, 138 Penningtons, 107 Addition Elle, 78 RW & CO., 68 Thyme Maternité et 82 Smart Set. Elle exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada.

Les ventes du mois de mai (soit la période de quatre semaines close le 30 mai 2015) ont diminué de 2,3 %. Les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ont affiché une augmentation de 1,5 %, celles des magasins situés dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux ayant reculé de 0,4 % et celles du commerce électronique ayant augmenté de 70,9 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 2 juin 2015, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 30 juillet 2015 aux actionnaires inscrits aux registres le 16 juillet 2015.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman  
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 2 juin 2015

## À NOS ACTIONNAIRES

<sup>1</sup> Il y a lieu de se reporter à la note portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR du rapport de gestion.

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 2 mai 2015 et pour la période close à cette date (le « premier trimestre de l'exercice 2016 ») et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 janvier 2015, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le présent rapport de gestion est daté du 2 juin 2015.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans ce rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 2 juin 2015.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse [www.reitmanscanadalimitee.com](http://www.reitmanscanadalimitee.com), ou sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société, y compris ceux décrits aux rubriques intitulées « Gestion des risques d'exploitation » et « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

## MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes et des produits d'intérêts élimine l'incidence des produits tirés d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la perte nette au BAIIA ajusté pour les trimestres clos le 2 mai 2015 et le 3 mai 2014.

(en millions de dollars canadiens)  
(non audité)

|                                                                                            | 2 MAI 2015      | 3 MAI 2014       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|------------------|
| <b>Perte nette</b>                                                                         | <b>(7,7) \$</b> | <b>(13,4) \$</b> |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes | 11,9            | 13,5             |
| Produits de dividendes                                                                     | (0,7)           | (0,7)            |
| Produits d'intérêts                                                                        | (0,2)           | (0,2)            |
| Variation nette de la juste valeur des titres négociables                                  | 1,2             | –                |
| Charges d'intérêts                                                                         | 0,1             | 0,1              |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat                                                       | (2,3)           | (3,4)            |
| <b>BAIIA ajusté</b>                                                                        | <b>2,3 \$</b>   | <b>(4,1) \$</b>  |
| <b>BAIIA ajusté en % des ventes</b>                                                        | <b>1,1 %</b>    | <b>(2,0) %</b>   |

## APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

*Reitmans*

Avec ses 337 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

**Penningtons**

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 138 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.

ADDITION ELLE

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 107 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

**RW & CO.**

RW & CO. exploite 78 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.

*Thyme*  
MATERNITÉ

Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. La société exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada.

**SMARTSET**

Comptant 82 magasins d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, Smart Set est la destination mode offrant des styles tendance et une expérience de magasinage sociale, créative et inspirante, avec ses vêtements de carrière et d'extérieur, denim, articles essentiels et accessoires.

Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins Smart Set. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. La plupart des conversions de magasins se produiront d'ici au 31 octobre 2015 et les fermetures des magasins restants sont prévues jusqu'à la fin de l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017.

### COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

## BANNIÈRES

|                              | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>31 JANVIER 2015 | OUVERTURES<br>AU T1 | FERMETURES<br>AU T1 | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>2 MAI 2015 | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>3 MAI 2014 |
|------------------------------|---------------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|
| Reitmans                     | 341                                         | –                   | (4)                 | 337                                    | 345                                    |
| Penningtons                  | 139                                         | 1                   | (2)                 | 138                                    | 146                                    |
| Addition Elle                | 105                                         | 2                   | –                   | 107                                    | 102                                    |
| RW & CO.                     | 76                                          | 3                   | (1)                 | 78                                     | 77                                     |
| Thyme Maternité <sup>1</sup> | 68                                          | 1                   | (1)                 | 68                                     | 68                                     |
| Smart Set                    | 94                                          | –                   | (12)                | 82                                     | 124                                    |
| <b>Total</b>                 | <b>823</b>                                  | <b>7</b>            | <b>(20)</b>         | <b>810</b>                             | <b>862</b>                             |

<sup>1</sup> Compte non tenu des espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

### Espaces-boutiques Thyme Maternité

|                                       |           |          |          |           |           |
|---------------------------------------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|
| Babies"R"Us – Canada                  | 21        | –        | –        | 21        | 23        |
| Babies"R"Us – États-Unis <sup>2</sup> | –         | –        | –        | –         | 67        |
| <b>Total</b>                          | <b>21</b> | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>21</b> | <b>90</b> |

<sup>2</sup> En juin 2014, les espaces-boutiques Thyme Maternité restants aux États-Unis ont été fermés.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

## INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

| INITIATIVES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | SITUATION ACTUELLE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La société a annoncé son intention de mettre fin aux activités des magasins exploités sous la bannière Smart Set.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | La mise en application des conversions en autres bannières de la société et des fermetures prévues des magasins Smart Set restants progresse bien. Cette stratégie a amélioré les résultats d'exploitation en permettant à la société de recentrer ses efforts de vente et de merchandising sur les autres bannières.                                                                                                                                                               |
| En mars 2015, la société a lancé une offre de produits de la bannière Penningtons aux États-Unis, par l'intermédiaire du site Amazon.com.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Cette percée du commerce électronique aux États-Unis permet à la société de pénétrer le marché des vêtements taille plus aux États-Unis tout en tirant profit de ses systèmes d'achat et de distribution actuels. La société suit de près cette initiative, qui n'en est qu'aux premières étapes de son exploitation.                                                                                                                                                               |
| La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | La société poursuit son investissement dans le commerce électronique, dont le déploiement d'une technologie mobile. Une stratégie d'optimisation de l'utilisation de la base de données des relations clients de la société est en cours. Celle-ci prévoit des améliorations technologiques, telles que l'emploi d'une technologie de pointe relativement aux courriels, qui permettra un marketing ciblé. La société est satisfaite de la croissance continue des ventes en ligne. |
| La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de merchandising à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de merchandising et d'approvisionnement. | Les étapes restantes du programme SCORE sont sur la bonne voie pour être menées à terme au cours de l'exercice 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application est en cours dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Cet examen progresse bien; les étapes importantes ayant été atteintes. Une unité d'approvisionnement mondiale d'entreprise a été conçue dans le but d'améliorer les pratiques d'approvisionnement actuelles, de réduire les coûts et d'évaluer d'autres occasions d'approvisionnement. La réduction du nombre de fournisseurs a été atteinte et d'autres améliorations à la chaîne d'approvisionnement sont en cours.                                                               |
| La société a mis en place un programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise. Ce programme comprenait un examen des activités et des processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Les améliorations des processus continuent d'être mises en œuvre et ont généré des économies, ce qui a donné lieu à un accroissement continu de l'efficacité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 2 MAI 2015 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)  
ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 3 MAI 2014  
(« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015 »)**

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2016 se sont élevées à 201,7 millions de dollars comparativement à 206,5 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015, une baisse de 2,3 %. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 3,0 %, les ventes des magasins situés dans des galeries marchandes et des mégacentres commerciaux ayant progressé de 0,3 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 97,7 %. Les facteurs suivants ont eu une incidence sur les ventes du premier trimestre de l'exercice 2016 :

- la réduction nette de 52 magasins découlait essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set;
- les magasins situés dans des galeries marchandes et des mégacentres commerciaux ont subi les contrecoups du commerce électronique, d'un environnement hautement concurrentiel et de l'endettement atteignant des sommets sans précédent chez les consommateurs;
- les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique ont continué d'afficher une forte croissance, bien qu'elles ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes totales de la société.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2016 s'est accrue de 0,3 % pour s'établir à 120,1 millions de dollars comparativement à 119,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015, soit une hausse de 0,3 million de dollars. La marge brute de la société a augmenté, passant de 58,0 % au premier trimestre de l'exercice 2015 à 59,5 % au premier trimestre de l'exercice 2016. Cette amélioration s'explique surtout par les facteurs suivants :

- amélioration des marges dans les bannières taille plus et du commerce électronique;
- une meilleure gestion des stocks, ce qui a atténué l'effet négatif du change (le cours moyen du dollar américain s'étant situé dans une fourchette de 1,20 \$ à 1,28 \$ CA pendant le premier trimestre de l'exercice 2016 en regard d'une fourchette de 1,09 \$ à 1,13 \$ CA au premier trimestre de l'exercice 2015);
- une perte de 2,3 millions de dollars correspondant aux variations de la juste valeur des contrats de change qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture a été comptabilisée pour le premier trimestre de l'exercice 2016 (perte de 3,0 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015). Les profits et pertes sur ces contrats de change étaient précédemment présentés dans les produits financiers et charges financières.

Les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2016 ont reculé de 5,1 % ou 6,4 millions de dollars pour s'établir à 118,9 millions de dollars comparativement à 125,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont les suivants :

- une diminution nette du nombre de magasins, essentiellement attribuable aux fermetures des magasins Smart Set;
- des économies liées aux mesures de réduction des coûts en cours mises en place par la société;
- une diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (1,0 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2016 comparativement à 1,6 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2015). La baisse est principalement attribuable à la réduction des charges de dépréciation liées aux espaces-boutiques Thyme Maternité aux États-Unis et à la bannière Smart Set;
- une diminution de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les charges administratives pour le premier trimestre de l'exercice 2016 se sont élevées à 11,4 millions de dollars, contre 11,1 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes, comprises dans les charges administratives pour le premier trimestre de l'exercice 2016 se sont élevées à 0,4 million de dollars, contre 0,7 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

Les produits financiers nets comptabilisés dans le bénéfice net pour le premier trimestre de l'exercice 2016 se sont établis à 0,2 million de dollars comparativement à des pertes financières nettes de 0,2 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015, en hausse de 0,4 million de dollars. Ce changement est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- un profit de change de 0,6 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016 (perte de 0,9 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015), essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains;
- une perte de 1,2 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016 comparativement à néant pour le premier trimestre de l'exercice 2015 attribuable à une variation de la juste valeur des titres négociables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers* (« IFRS 9 (2014) ») au premier trimestre de l'exercice 2016. La variation de la juste valeur au cours de la période précédente a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 9,9 millions de dollars comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 16,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015, en baisse de 6,9 millions de dollars. Le BAIIA ajusté pour le premier trimestre de l'exercice 2016 s'est chiffré à 2,3 millions de dollars comparativement à une perte au titre du BAIIA ajusté de 4,1 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015, soit une augmentation de 6,4 millions de dollars. Ces améliorations découlent surtout d'une amélioration des marges brutes au premier trimestre de l'exercice 2016, tel qu'il est expliqué précédemment, ainsi que d'une réduction des coûts d'exploitation tant à l'échelle des magasins que du siège social. Les mesures de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment annoncées se sont traduites par des économies. Une réduction de l'effectif au siège social et dans les bureaux régionaux, conjuguée à une diminution du nombre de magasins, a donné lieu à des économies au chapitre des salaires et des avantages. D'autres économies ont été réalisées grâce à une meilleure gestion des coûts dans des secteurs non liés aux salaires.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat s'élevant à 2,3 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 22,8 %), tandis que pour le trimestre correspondant de l'exercice 2015, elle avait comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 3,4 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 20,3 %). Le taux d'impôt effectif du premier trimestre de l'exercice 2016 a été touché par la variation de la juste valeur des titres négociables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 (2014). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations aux taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La perte nette pour le premier trimestre de l'exercice 2016 s'est établie à 7,7 millions de dollars (perte diluée par action de 0,12 \$) en regard d'une perte nette de 13,4 millions de dollars (perte diluée par action de 0,21 \$) pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme, de contrats d'options sur devises et d'achats au comptant. La société a conclu auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options à terme et d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 68 millions de dollars américains. Les avoirs libellés en dollars américains de la société ainsi que les contrats visant l'achat de dollars américains suffisent à couvrir plus de 80 % des achats de marchandises prévus libellés en dollars américains pour l'exercice qui sera clos le 30 janvier 2016, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains. Au premier trimestre de l'exercice 2016, la société a inscrit une perte de change à la valeur de marché de 4,2 millions de dollars à titre de composante des autres éléments du résultat global relativement aux contrats de change qu'elle a désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie aux termes de l'IFRS 9 (2014).

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 2 mai 2015 :

|                                                                                                  | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
| <b>Contrats de change désignés<br/>en tant que couvertures des flux de trésorerie</b>            |                             |                                  |                              |                               |                |
| Contrats à terme                                                                                 | 1,204 \$                    | 109,5 \$                         | 1,7 \$                       | – \$                          | 1,7 \$         |
| Options d'achat acquises                                                                         | 1,188 \$                    | 23,0 \$                          | 1,0                          | –                             | 1,0            |
| Options de vente vendues                                                                         | 1,188 \$                    | 11,5 \$                          | –                            | (0,2)                         | (0,2)          |
| <b>Contrats de change classés<br/>à la juste valeur par le biais du résultat net<sup>1</sup></b> |                             |                                  |                              |                               |                |
| Options d'achat acquises                                                                         | 1,077 \$                    | 20,0 \$                          | 2,8                          | –                             | 2,8            |
| Options de vente vendues                                                                         | 1,077 \$                    | 40,0 \$                          | –                            | –                             | –              |
|                                                                                                  |                             |                                  | <b>5,5 \$</b>                | <b>(0,2) \$</b>               | <b>5,3 \$</b>  |

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en cours au 3 mai 2014 :

|                                                                                                  | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
| <b>Contrats de change classés<br/>à la juste valeur par le biais du résultat net<sup>1</sup></b> |                             |                                  |                              |                               |                |
| Options d'achat acquises                                                                         | 1,09 \$                     | 166,0 \$                         | 4,6 \$                       | – \$                          | 4,6 \$         |
| Options de vente vendues                                                                         | 1,09 \$                     | 282,0 \$                         | –                            | (2,9)                         | (2,9)          |
|                                                                                                  |                             |                                  | <b>4,6 \$</b>                | <b>(2,9) \$</b>               | <b>1,7 \$</b>  |

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 31 janvier 2015 :

|                                                                                                  | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
| <b>Contrats de change désignés<br/>en tant que couvertures des flux de trésorerie</b>            |                             |                                  |                              |                               |                |
| Contrats à terme                                                                                 | 1,183 \$                    | 69,5 \$                          | 6,3 \$                       | – \$                          | 6,3 \$         |
| Options d'achat acquises                                                                         | 1,188 \$                    | 23,0 \$                          | 2,1                          | –                             | 2,1            |
| Options de vente vendues                                                                         | 1,188 \$                    | 11,5 \$                          | –                            | (0,1)                         | (0,1)          |
| <b>Contrats de change classés<br/>à la juste valeur par le biais du résultat net<sup>1</sup></b> |                             |                                  |                              |                               |                |
| Options d'achat acquises                                                                         | 1,081 \$                    | 64,0 \$                          | 12,2                         | –                             | 12,2           |
| Options de vente vendues                                                                         | 1,081 \$                    | 128,0 \$                         | –                            | –                             | –              |
|                                                                                                  |                             |                                  | <b>20,6 \$</b>               | <b>(0,1) \$</b>               | <b>20,5 \$</b> |

<sup>1</sup> Les éléments classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus en tant que couvertures économiques.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2016 correspond à l'exercice clos le 30 janvier 2016, celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015 et celles à 2014 correspondent à l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

|                             | PREMIER TRIMESTRE |           | QUATRIÈME TRIMESTRE |           | TROISIÈME TRIMESTRE |          | DEUXIÈME TRIMESTRE |          |
|-----------------------------|-------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|----------|--------------------|----------|
|                             | 2016              | 2015      | 2015                | 2014      | 2015                | 2014     | 2015               | 2014     |
| Ventes                      | 201,7 \$          | 206,5 \$  | 236,3 \$            | 240,7 \$  | 238,3 \$            | 249,4 \$ | 258,3 \$           | 253,4 \$ |
| Bénéfice net (perte nette)  | (7,7)             | (13,4)    | 4,4                 | (2,6)     | 12,9                | 5,8      | 9,6                | 10,2     |
| Bénéfice (perte) par action |                   |           |                     |           |                     |          |                    |          |
| De base                     | (0,12) \$         | (0,21) \$ | 0,07 \$             | (0,04) \$ | 0,20 \$             | 0,09 \$  | 0,15 \$            | 0,16 \$  |
| Dilué(e)                    | (0,12)            | (0,21)    | 0,07                | (0,04)    | 0,20                | 0,09     | 0,15               | 0,16     |

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence des rabais accordés sur la marchandise avant la fermeture des espaces-boutiques de Thyme Maternité aux États-Unis au quatrième trimestre de l'exercice 2014. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet.

## BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 2 mai 2015, au 31 janvier 2015 et au 3 mai 2014 :

|                                              | 2 MAI 2015     | 31 JANVIER 2015 | 3 MAI 2014 |
|----------------------------------------------|----------------|-----------------|------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie      | <b>67,7 \$</b> | 139,9 \$        | 67,8 \$    |
| Titres négociables                           | <b>58,9</b>    | 57,4            | 55,0       |
| Actif financier dérivé net                   | <b>5,3</b>     | 20,5            | 1,7        |
| Stocks                                       | <b>135,0</b>   | 106,4           | 120,7      |
| Charges payées d'avance                      | <b>24,4</b>    | 12,1            | 25,8       |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | <b>168,4</b>   | 172,5           | 187,9      |
| Fournisseurs et autres créiteurs             | <b>79,9</b>    | 101,6           | 83,9       |
| Produits différés                            | <b>16,1</b>    | 21,1            | 15,5       |

Les variations importantes des postes choisis entre le 2 mai 2015 et le 31 janvier 2015 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué en raison des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, notamment l'augmentation des stocks et la hausse des soldes payés d'avance.
- La société a comptabilisé un actif financier dérivé net relativement à des contrats de change. La diminution de l'actif financier dérivé net est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché défavorables de contrats de change.
- Les stocks ont augmenté en raison de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui s'est traduite par une hausse des coûts des marchandises et par une augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes du printemps et de l'été.
- Les charges payées d'avance plus élevées au 2 mai 2015 par rapport à celles au 31 janvier 2015 s'expliquent principalement par le calendrier des loyers et les charges liées aux aires communes, qui ont été payées et classées en tant qu'éléments payés d'avance.
- Les fournisseurs et autres créiteurs ont reculé en raison essentiellement du calendrier de paiements des fournisseurs et des diverses taxes de vente et retenues à la source. Les fournisseurs et autres créiteurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de créiteurs au titre des avantages du personnel, de créiteurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison du calendrier des programmes de fidélisation et de la baisse des passifs liés aux cartes-cadeaux par suite des tendances habituelles d'encaissement de cartes-cadeaux offertes pendant la période des Fêtes. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

## **GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION**

### **CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

Les facteurs économiques ayant une incidence sur les habitudes de dépense des consommateurs pourraient se détériorer ou évoluer d'une manière imprévisible en raison de l'instabilité de la conjoncture économique mondiale, nationale ou régionale. Ces facteurs pourraient avoir des répercussions négatives sur les produits et les marges de la société. Comme les poussées inflationnistes sont imprévisibles, les variations du taux d'inflation ou de déflation toucheraient les prix à la consommation, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur la performance financière de la société. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

### **CONCURRENCE**

Le secteur canadien de vente au détail de vêtements est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. L'incapacité de la société à s'adapter aux tendances de consommation ou à exécuter efficacement ses plans stratégiques pourrait avoir un effet négatif sur sa performance financière. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui poursuivent l'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer tous les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre. Les clients de la société peuvent également magasiner en ligne, grâce aux sites Web de commerce électronique qu'elle exploite pour chacune de ses bannières. Le secteur du commerce électronique, où évoluent des joueurs nationaux et étrangers, est très concurrentiel. La société a investi des sommes importantes dans ses sites Web de commerce électronique et dans les médias sociaux afin d'attirer les consommateurs vers ses sites Web, et elle est d'avis qu'elle est bien positionnée pour concurrencer dans cet environnement.

### **SAISONNALITÉ**

Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

### **DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT**

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

## **TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels systèmes sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes. La mise en œuvre des nouvelles fonctionnalités qu'il propose, que ce soit au niveau de l'entreposage, de la distribution, du marchandisage, des activités et des finances, devrait être achevée au cours de l'exercice 2017. Toute perturbation majeure de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

## **RÉGLEMENTATION ET LÉGISLATION GOUVERNEMENTALES**

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

Toute modification des lois, règles, règlements ou politiques (collectivement, les « lois ») régissant les activités de la société, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le résultat, les taxes sur le capital, les impôts fonciers et les autres impôts et taxes, ainsi que les lois touchant l'importation, la distribution, l'emballage et l'étiquetage de produits pourrait avoir une incidence négative sur sa performance financière ou opérationnelle. Pour se conformer à ces modifications, la société pourrait devoir engager des coûts importants. Toute modification ou nouvelle interprétation des lois ou toute application plus stricte des lois en vigueur pourrait limiter les activités et la rentabilité de la société et ainsi nuire à sa position concurrentielle et à sa capacité de mener efficacement ses activités. L'incapacité de la société à se conformer aux lois et aux ordonnances en temps opportun pourrait entraîner des actions ou des poursuites au civil ou des mesures réglementaires pour la société et donner lieu à des amendes, des avis de cotisation, des injonctions, des rappels ou des saisies, ce qui pourrait nuire à la réputation, aux activités et à la performance financière de la société.

La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures.

## **SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES**

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, aucun fournisseur n'a représenté plus de 12 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter l'ensemble des lois et règlements applicables touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

## **PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET SÉCURITÉ INFORMATIQUE**

La société est assujettie à diverses lois concernant la protection des renseignements personnels de ses clients, des titulaires de cartes et des membres de son personnel, et elle s'est dotée d'une politique relative à la protection de la vie privée où sont présentées des lignes directrices sur le traitement des renseignements personnels. Les systèmes informatiques de la société renferment des renseignements personnels sur les clients, les titulaires de cartes et les membres de son personnel. Toute défaillance ou vulnérabilité de ces systèmes ou la non-conformité de la société aux lois ou règlements, y compris en matière de protection des renseignements personnels concernant les membres de son personnel et ses clients, pourrait nuire à sa réputation, à ses activités et à sa performance financière.

## **GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société.

Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 2 mai 2015 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

## **LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL**

Au 2 mai 2015, les capitaux propres s'élevaient à 406,4 millions de dollars, ou 6,29 \$ par action (408,7 millions de dollars ou 6,33 \$ par action au 3 mai 2014 et 421,1 millions de dollars ou 6,52 \$ par action au 31 janvier 2015). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 126,6 millions de dollars au 2 mai 2015 (122,8 millions de dollars au 3 mai 2014 et 197,3 millions de dollars au 31 janvier 2015). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 100,0 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 2 mai 2015, une tranche de 17,7 millions de dollars (28,0 millions de dollars au 3 mai 2014 et 30,0 millions de dollars au 31 janvier 2015) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 2 mai 2015, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 5,0 millions de dollars (5,0 millions de dollars au 3 mai 2014 et 5,0 millions de dollars au 31 janvier 2015) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2016. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société continue à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,4 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2016. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le premier trimestre de l'exercice 2016, pour un total de 3,2 millions de dollars comparativement à des dividendes de 0,05 \$ par action totalisant 3,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2015. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »). Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le marchandisage, l'exploitation et les finances devaient être terminées au cours de l'exercice 2017. En raison des retards qu'accuse le projet, le total des coûts liés au projet a augmenté et, selon les dernières prévisions, il devrait atteindre 40,0 millions de dollars, dont une tranche d'environ 30 millions de dollars a déjà été engagée. La hausse des coûts du projet SCORE s'explique par les problèmes éprouvés au cours du déploiement du système de gestion de l'entrepôt au cours de l'exercice 2013, problèmes qui ont été réglés, et par un calendrier de déploiement plus long que celui initialement prévu.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la société a investi 10,1 millions de dollars en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 40,0 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2016, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

## **ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

## **RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

En date du 2 juin 2015, 13 440 000 actions ordinaires et 51 145 706 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 3 105 400 et leur prix d'exercice moyen était de 10,35 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2014. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

## **ARRANGEMENTS HORS BILAN**

### **INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtermes d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises et des contrats à terme assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats d'options sur devises en cours au 2 mai 2015, au 3 mai 2014 et au 31 janvier 2015 figurent à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation du trimestre clos le 2 mai 2015 et comparaison avec les résultats d'exploitation du trimestre clos le 3 mai 2014 » du présent rapport de gestion.

Un contrat d'option sur devises constitue une option (option d'achat) ou une obligation (option de vente) d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieure d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

## **TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

## **PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS**

### **RÉGIMES DE RETRAITE**

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est établi au moyen d'évaluations actuarielles, lesquelles comprennent la formulation d'hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des augmentations de salaire futures, des taux de mortalité et des augmentations de prestations futures. Du fait de la nature à long terme des régimes, ces estimations sont assujetties à un degré élevé d'incertitude.

### **CARTES-CADEAUX, POINTS ET PRIMES DE FIDÉLISATION**

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produits différés et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas encaissées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

### **STOCKS**

Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. La société est tenue de faire des estimations relativement aux ventes prévues et aux soldes de marchandises. En cas de soldes de marchandises excédentaires, des estimations des valeurs de réalisation nettes à l'égard des stocks excédentaires sont effectuées. La société a établi des provisions relativement aux stocks qui pourraient devoir être vendus en deçà de leur coût. À cette fin, la société a posé des hypothèses à l'égard de la quantité de marchandises vendues en deçà de leur coût.

### PERTE DE VALEUR SUR DES ACTIFS

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) puissent ne pas être recouvrables. Des tests de dépréciation sont effectués lorsqu'il existe un indice que les immobilisations corporelles ont subi une perte de valeur. En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois l'an. La direction est tenue d'effectuer des estimations importantes afin d'établir le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (l'« UGT »), y compris les estimations de la juste valeur, du coût des ventes ou des flux de trésorerie futurs actualisés relatifs à l'UGT. Des écarts dans les estimations pourraient avoir une incidence sur le fait que les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) aient réellement subi une perte de valeur et sur le montant de la perte de valeur en question.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

### AMÉLIORATIONS ANNUELLES DES IFRS DES CYCLES (2010-2012) ET (2011-2013)

Le 12 décembre 2013, l'IASB a apporté des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dans le cadre de son processus annuel d'amélioration. La plupart des modifications s'appliquaient de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

### IFRS 9 (2014), INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a adopté par anticipation l'ensemble des exigences de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers* [l'« IFRS 9 (2014) »] avec comme date d'application initiale le 1<sup>er</sup> février 2015. Cette norme établit des principes d'information financière quant au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle intègre également un nouveau modèle de couverture qui augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et uniformise davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. En outre, cette norme modifie le modèle de dépréciation en ajoutant un nouveau modèle de « perte de crédit attendue » visant le calcul de la dépréciation. Cette nouvelle norme accroît également la quantité d'informations à fournir exigées relativement à la stratégie de gestion des risques d'une entité, aux flux de trésorerie découlant des activités de couverture et à l'incidence de la comptabilité de couverture sur les états financiers consolidés.

L'IFRS 9 (2014) emploie une méthode unique pour déterminer si un actif financier est évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les nombreuses règles de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). La méthode préconisée par l'IFRS 9 (2014) repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. L'essentiel des exigences prescrites par l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers a été reporté dans l'IFRS 9 (2014).

Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 2 mai 2015 pour prendre connaissance de l'incidence de la mise en œuvre de l'IFRS 9 (2014).

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 2 mai 2015, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

### IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit au fil du temps. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et/ou la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels sont visés par d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

### PROGRAMME DE DIVULGATION : MODIFICATIONS À L'IAS 1

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de la divulgation dans les rapports financiers (le « programme de divulgation »). Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

### **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- les renseignements importants relatifs à la société sont communiqués au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels et intermédiaires sont dressés;
- l'information qui doit être présentée par la société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

### **CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Le chef de la direction et le chef des finances ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Le cadre ayant servi à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société est fondé sur les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

### **MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Aucune modification n'a été apportée aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société.

## **PERSPECTIVES**

L'environnement dans le secteur du détail reste très compétitif alors que l'entrée sur le marché canadien de nouveaux détaillants intensifie la pression concurrentielle. Par ailleurs, les consommateurs disposent désormais de plusieurs options pour satisfaire leurs besoins de magasinage, comme les magasins traditionnels ou le commerce électronique. Le recul du dollar canadien par rapport au dollar américain a contribué à réduire le magasinage transfrontalier, mais, en même temps, il a accru le coût des intrants pour les détaillants au Canada. La société tient compte de ces facteurs ainsi que des changements dans les habitudes d'achat des consommateurs et de la conjoncture économique lorsqu'elle établit ses stratégies d'approvisionnement en marchandises et d'établissement des prix.

La société a apporté d'importants changements à l'image de ses différentes bannières, lesquels ont donné lieu à une réaction positive de la clientèle tout au long de leur implantation. La décision de la société de fermer les magasins de la bannière Smart Set témoigne de son engagement à améliorer la rentabilité et à déployer des efforts dans des secteurs où elle occupe une position dominante sur le marché. La société a investi des sommes importantes dans les technologies de l'information et dans les systèmes de manutention, tout en réduisant considérablement les dépenses d'investissement en immobilisations liées aux magasins. En outre, les mesures de réduction des coûts et d'amélioration des processus ont commencé à donner des résultats. Parallèlement, la société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du projet SCORE tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration additionnelles des processus.

La société exploite un bureau à Hong Kong qui se spécialise dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

## COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

|                                                | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                    |
|------------------------------------------------|------------------------------|--------------------|
|                                                | 2 MAI 2015                   | 3 MAI 2014         |
| Ventes                                         | 201 731 \$                   | 206 478 \$         |
| Coût des biens vendus (note 6)                 | 81 636                       | 86 708             |
| Marge brute                                    | 120 095                      | 119 770            |
| Frais de vente et de distribution              | 118 881                      | 125 261            |
| Charges administratives                        | 11 378                       | 11 138             |
| Résultat des activités d'exploitation          | (10 164)                     | (16 629)           |
| Produits financiers (note 12)                  | 1 477                        | 830                |
| Charges financières (note 12)                  | 1 250                        | 1 041              |
| Perte avant impôt sur le résultat              | (9 937)                      | (16 840)           |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 11) | 2 266                        | 3 425              |
| <b>Perte nette</b>                             | <b>(7 671) \$</b>            | <b>(13 415) \$</b> |
| Perte par action (note 13)                     |                              |                    |
| De base                                        | (0,12) \$                    | (0,21) \$          |
| Diluée                                         | (0,12)                       | (0,21)             |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

16

## ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|                                                                                                                                | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|--------------------|
|                                                                                                                                | 2 MAI 2015                   | 3 MAI 2014         |
| Perte nette                                                                                                                    | (7 671) \$                   | (13 415) \$        |
| Autres éléments du résultat global                                                                                             |                              |                    |
| Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net                                     |                              |                    |
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 313 \$ en 2014) (note 9)       | –                            | 2 050              |
| Perte nette sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 506 \$; néant en 2014) (note 9) | (4 169)                      | –                  |
| Écarts de conversion                                                                                                           | 182                          | (173)              |
| Total des autres éléments du résultat global                                                                                   | (3 987)                      | 1 877              |
| <b>Résultat global total</b>                                                                                                   | <b>(11 658) \$</b>           | <b>(11 538) \$</b> |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|                                                               | 2 MAI 2015        | 3 MAI 2014        | 31 JANVIER 2015   |
|---------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIFS</b>                                                 |                   |                   |                   |
| <b>ACTIFS COURANTS</b>                                        |                   |                   |                   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)              | 67 658 \$         | 67 848 \$         | 139 913 \$        |
| Titres négociables                                            | 58 933            | 54 996            | 57 364            |
| Clients et autres débiteurs                                   | 6 095             | 7 131             | 4 599             |
| Actif financier dérivé (note 5)                               | 5 458             | 4 627             | 20 635            |
| Impôt sur le résultat recouvrable                             | 2 992             | 9 069             | 1 977             |
| Stocks (note 6)                                               | 134 977           | 120 742           | 106 440           |
| Charges payées d'avance                                       | 24 396            | 25 762            | 12 148            |
| <b>Total des actifs courants</b>                              | <b>300 509</b>    | <b>290 175</b>    | <b>343 076</b>    |
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                                    |                   |                   |                   |
| Immobilisations corporelles                                   | 147 461           | 170 445           | 152 349           |
| Immobilisations incorporelles                                 | 20 997            | 17 440            | 20 077            |
| Goodwill                                                      | 42 426            | 42 426            | 42 426            |
| Impôt sur le résultat différé                                 | 30 397            | 30 471            | 26 463            |
| <b>Total des actifs non courants</b>                          | <b>241 281</b>    | <b>260 782</b>    | <b>241 315</b>    |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                                       | <b>541 790 \$</b> | <b>550 957 \$</b> | <b>584 391 \$</b> |
| <b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>                            |                   |                   |                   |
| <b>PASSIFS COURANTS</b>                                       |                   |                   |                   |
| Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)                    | 70 442 \$         | 72 590 \$         | 91 719 \$         |
| Passif financier dérivé (note 5)                              | 132               | 2 946             | 96                |
| Produits différés (note 8)                                    | 16 115            | 15 527            | 21 073            |
| Partie courante de la dette à long terme                      | 1 808             | 1 698             | 1 780             |
| <b>Total des passifs courants</b>                             | <b>88 497</b>     | <b>92 761</b>     | <b>114 668</b>    |
| <b>PASSIFS NON COURANTS</b>                                   |                   |                   |                   |
| Autres créditeurs (note 7)                                    | 9 491             | 11 323            | 9 903             |
| Crédits différés au titre des contrats de location            | 12 120            | 14 774            | 13 178            |
| Dette à long terme                                            | 3 088             | 4 898             | 3 551             |
| Passif au titre des retraites                                 | 22 218            | 18 464            | 21 968            |
| <b>Total des passifs non courants</b>                         | <b>46 917</b>     | <b>49 459</b>     | <b>48 600</b>     |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                       |                   |                   |                   |
| Capital social (note 9)                                       | 39 229            | 39 227            | 39 227            |
| Surplus d'apport                                              | 8 152             | 7 261             | 8 014             |
| Résultats non distribués [note 3a)]                           | 357 681           | 353 016           | 368 241           |
| Cumul des autres éléments du résultat global [notes 3a) et 9] | 1 314             | 9 233             | 5 641             |
| <b>Total des capitaux propres</b>                             | <b>406 376</b>    | <b>408 737</b>    | <b>421 123</b>    |
| <b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>              | <b>541 790 \$</b> | <b>550 957 \$</b> | <b>584 391 \$</b> |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|                                                                                            | NOTE | CAPITAL SOCIAL | SURPLUS D'APPORT | RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS | CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------|------------------|--------------------------|----------------------------------------------|----------------------------|
| Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015                                                      |      | 39 227 \$      | 8 014 \$         | 368 241 \$               | 5 641 \$                                     | 421 123 \$                 |
| Ajustement à la suite de l'adoption de l'IFRS 9 (2014)                                     | 3a   | –              | –                | 340                      | (340)                                        | –                          |
| Solde ajusté au 1 <sup>er</sup> février 2015                                               |      | 39 227         | 8 014            | 368 581                  | 5 301                                        | 421 123                    |
| Résultat global total pour la période                                                      |      |                |                  |                          |                                              |                            |
| Perte nette                                                                                |      | –              | –                | (7 671)                  | –                                            | (7 671)                    |
| Total des autres éléments du résultat global                                               |      | –              | –                | –                        | (3 987)                                      | (3 987)                    |
| Résultat global total pour la période                                                      |      | –              | –                | (7 671)                  | (3 987)                                      | (11 658)                   |
| Apports des propriétaires de la société<br>(distributions versées à ceux-ci)               |      |                |                  |                          |                                              |                            |
| Contrepartie en trésorerie à l'exercice<br>d'options sur actions                           | 9    | 2              | –                | –                        | –                                            | 2                          |
| Charge de rémunération fondée sur des actions                                              | 10   | –              | 138              | –                        | –                                            | 138                        |
| Dividendes                                                                                 | 9    | –              | –                | (3 229)                  | –                                            | (3 229)                    |
| Total des apports des propriétaires de la société<br>(des distributions versées à ceux-ci) |      | 2              | 138              | (3 229)                  | –                                            | (3 089)                    |
| Solde au 2 mai 2015                                                                        |      | 39 229 \$      | 8 152 \$         | 357 681 \$               | 1 314 \$                                     | 406 376 \$                 |
| Solde au 2 février 2014                                                                    |      | 39 227 \$      | 7 188 \$         | 369 660 \$               | 7 356 \$                                     | 423 431 \$                 |
| Résultat global total pour la période                                                      |      |                |                  |                          |                                              |                            |
| Perte nette                                                                                |      | –              | –                | (13 415)                 | –                                            | (13 415)                   |
| Total des autres éléments du résultat global                                               |      | –              | –                | –                        | 1 877                                        | 1 877                      |
| Résultat global total pour la période                                                      |      | –              | –                | (13 415)                 | 1 877                                        | (11 538)                   |
| Apports des propriétaires de la société<br>(distributions versées à ceux-ci)               |      |                |                  |                          |                                              |                            |
| Charge de rémunération fondée sur des actions                                              | 10   | –              | 73               | –                        | –                                            | 73                         |
| Dividendes                                                                                 | 9    | –              | –                | (3 229)                  | –                                            | (3 229)                    |
| Total des apports des propriétaires de la société<br>(des distributions versées à ceux-ci) |      | –              | 73               | (3 229)                  | –                                            | (3 156)                    |
| Solde au 3 mai 2014                                                                        |      | 39 227 \$      | 7 261 \$         | 353 016 \$               | 9 233 \$                                     | 408 737 \$                 |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

## TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|                                                                                            | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------|
|                                                                                            | 2 MAI 2015                   | 3 MAI 2014       |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                                |                              |                  |
| Perte nette                                                                                | (7 671) \$                   | (13 415) \$      |
| Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :                                             |                              |                  |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes | 11 880                       | 13 467           |
| Charge de rémunération fondée sur des actions                                              | 138                          | 73               |
| Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location                       | (1 443)                      | (1 029)          |
| Crédits différés au titre des contrats de location                                         | 385                          | 196              |
| Cotisations à un régime de retraite                                                        | (275)                        | (287)            |
| Charge de retraite                                                                         | 525                          | 492              |
| Perte réalisée à la vente de titres négociables                                            | –                            | 24               |
| Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente                           | –                            | 10               |
| Variation nette de la juste valeur des titres négociables                                  | 1 168                        | –                |
| Variation nette de la juste valeur des dérivés                                             | 9 536                        | 7 029            |
| Profit de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie                        | (946)                        | (680)            |
| Produits d'intérêts et de dividendes, montant net                                          | (785)                        | (698)            |
| Intérêts payés                                                                             | (82)                         | (108)            |
| Intérêts reçus                                                                             | 252                          | 198              |
| Dividendes reçus                                                                           | 613                          | 810              |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat                                                       | (2 266)                      | (3 425)          |
|                                                                                            | <b>11 029</b>                | <b>2 657</b>     |
| Variations dans ce qui suit :                                                              |                              |                  |
| Clients et autres débiteurs                                                                | (1 494)                      | (916)            |
| Stocks                                                                                     | (28 537)                     | (11 141)         |
| Charges payées d'avance                                                                    | (12 248)                     | (13 250)         |
| Fournisseurs et autres créditeurs                                                          | (19 469)                     | (18 128)         |
| Produits différés                                                                          | (4 958)                      | (4 471)          |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation                                   | (55 677)                     | (45 249)         |
| Impôts sur le résultat reçus                                                               | 2                            | –                |
| Impôts sur le résultat payés                                                               | (1 178)                      | (2 195)          |
| Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation                            | (56 853)                     | (47 444)         |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                              |                              |                  |
| Achats de titres négociables                                                               | (2 736)                      | (105)            |
| Produit tiré de la vente de titres négociables                                             | –                            | 2 500            |
| Produit tiré de la vente de marques de commerce                                            | –                            | 29               |
| Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles                                     | (10 132)                     | (6 335)          |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement                                 | (12 868)                     | (3 911)          |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                |                              |                  |
| Dividendes payés                                                                           | (3 229)                      | (3 229)          |
| Remboursements sur la dette à long terme                                                   | (435)                        | (407)            |
| Produit de l'émission d'actions                                                            | 2                            | –                |
| Sorties de trésorerie liées aux activités de financement                                   | (3 662)                      | (3 636)          |
| <b>PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE</b>                                | <b>1 128</b>                 | <b>484</b>       |
| <b>DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                  | <b>(72 255)</b>              | <b>(54 507)</b>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>                 | <b>139 913</b>               | <b>122 355</b>   |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>                  | <b>67 658 \$</b>             | <b>67 848 \$</b> |

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

## 1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40<sup>e</sup> étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

## 2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

### A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 janvier 2015, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 2 juin 2015.

### B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- les titres négociables et les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué de la juste valeur des actifs du régime.

### C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

### D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

### E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

### 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

#### A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

##### AMÉLIORATIONS ANNUELLES DES IFRS DES CYCLES (2010-2012) ET (2011-2013)

Le 12 décembre 2013, l'IASB a apporté des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dans le cadre de son processus annuel d'amélioration. La plupart des modifications s'appliquaient de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

##### IFRS 9 (2014), INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a adopté par anticipation l'ensemble des exigences de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers* [l'« IFRS 9 (2014) »] avec comme date d'application initiale le 1<sup>er</sup> février 2015. Cette norme établit des principes d'information financière quant au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle intègre également un nouveau modèle de couverture qui augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et uniformise davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. En outre, cette norme modifie le modèle de dépréciation en ajoutant un nouveau modèle de « perte de crédit attendue » visant le calcul de la dépréciation. Cette nouvelle norme accroît également la quantité d'informations à fournir exigées relativement à la stratégie de gestion des risques d'une entité, aux flux de trésorerie découlant des activités de couverture et à l'incidence de la comptabilité de couverture sur les états financiers consolidés.

L'IFRS 9 (2014) emploie une méthode unique pour déterminer si un actif financier est évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les nombreuses règles de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). La méthode préconisée par l'IFRS 9 (2014) repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. L'essentiel des exigences prescrites par l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers a été reporté dans l'IFRS 9 (2014).

Le tableau qui suit résume les changements en matière de classement et de l'évaluation des actifs financiers et passifs financiers non dérivés et dérivés de la société à la suite de l'adoption de l'IFRS 9 (2014).

|                                                             | IAS 39                                         | IFRS 9 (2014)                                  |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                                    |                                                |                                                |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                     | Prêts et créances                              | Au coût amorti                                 |
| Titres négociables                                          | Disponibles à la vente                         | À la juste valeur par le biais du résultat net |
| Clients et autres débiteurs                                 | Prêts et créances                              | Au coût amorti                                 |
| Actifs dérivés servant à des fins autres que de couverture  | À la juste valeur par le biais du résultat net | À la juste valeur par le biais du résultat net |
| <b>Passifs financiers</b>                                   |                                                |                                                |
| Fournisseurs et autres créditeurs                           | Autres passifs financiers                      | Au coût amorti                                 |
| Dette à long terme                                          | Autres passifs financiers                      | Au coût amorti                                 |
| Passifs dérivés servant à des fins autres que de couverture | À la juste valeur par le biais du résultat net | À la juste valeur par le biais du résultat net |

Conformément aux dispositions transitoires prévues par l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers et les passifs financiers détenus au 1<sup>er</sup> février 2015 ont été reclassés de façon rétrospective, sans avoir été retraités pour les périodes antérieures, selon les nouvelles exigences en matière de classement et les caractéristiques de chaque instrument financier au 1<sup>er</sup> février 2015.

L'adoption de l'IFRS 9 (2014) n'a eu aucune incidence sur la comptabilisation de ces instruments ni sur les postes dans lesquels ils sont inclus à l'état de la situation financière, sauf pour ce qui est des titres négociables de la société qui ont été reclassés de disponibles à la vente à actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits et pertes liés à la juste valeur des titres négociables sont comptabilisés à titre de produits financiers ou de charges financières dans le résultat net (note 12). Conformément aux dispositions transitoires, la société rend compte de l'incidence rétrospective qu'a eue l'adoption de l'IFRS 9 (2014), laquelle a donné lieu au changement de méthode comptable pour les titres négociables, à titre d'ajustement des composantes d'ouverture des capitaux propres au 1<sup>er</sup> février 2015.

**NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

|                                              | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2015 |               |                   |
|----------------------------------------------|------------------------------|---------------|-------------------|
|                                              | TELS QUE PRÉSENTÉS           | RETRAITEMENTS | RETRAITÉS         |
| <b>Capitaux propres</b>                      |                              |               |                   |
| Résultats non distribués                     | 368 241 \$                   | 340 \$        | 368 581 \$        |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 5 641                        | (340)         | 5 301             |
| <b>Incidence sur les capitaux propres</b>    | <b>373 882 \$</b>            | <b>- \$</b>   | <b>373 882 \$</b> |

L'adoption de l'IFRS 9 (2014) n'a pas entraîné de changements quant à l'admissibilité des relations de couverture existantes ni à la comptabilité des instruments financiers dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture efficaces ni aux postes dans lesquels ces derniers sont inclus à l'état de la situation financière.

**MISE À JOUR DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

À la suite de l'adoption initiale de l'IFRS 9 (2014), comme il est décrit ci-dessus, la société a mis à jour ses principales méthodes comptables comme suit :

**INSTRUMENTS FINANCIERS**

La société comptabilise initialement les actifs financiers à la date de transaction à laquelle elle devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale comprend les coûts de transaction qui sont directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif. Au moment de la comptabilisation initiale, la société classe ses actifs financiers comme évalués ultérieurement au coût amorti ou à la juste valeur, en fonction à la fois de son modèle économique pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

**I) ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI**

Un actif financier est ultérieurement évalué au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute perte de valeur, si :

- la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal ou à des versements d'intérêts.

À l'heure actuelle, la société classe sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie de même que ses clients et autres débiteurs en tant qu'actifs évalués au coût amorti.

**DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS**

La société se sert du modèle de « perte de crédit attendue » pour le calcul de la dépréciation et elle comptabilise les pertes de crédit attendues en tant que correction de valeur pour pertes dans le bilan consolidé si elles ont trait à un actif financier évalué au coût amorti. Les clients et autres débiteurs de la société, plus particulièrement les créances à court terme dont les paiements sont reçus dans une période de 12 mois, ne comportent pas de composante financement importante. Par conséquent, la société comptabilise la perte de valeur et évalue les pertes de crédit attendues en tant que pertes de crédit attendues pour la durée de vie. La valeur comptable de ces actifs est présentée compte tenu de toute correction de valeur pour pertes dans le bilan consolidé.

**II) ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, y compris les intérêts ou dividendes reçus, sont comptabilisées dans le résultat net. À l'heure actuelle, les titres négociables sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Toutefois, dans le cas de placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, la société peut choisir au moment de la comptabilisation initiale de présenter les profits et les pertes dans les autres éléments du résultat global. Pour de tels placements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne sont jamais reclassés dans le résultat net et aucune perte de valeur n'est comptabilisée dans le résultat net. Les dividendes rapportés par de tels placements sont comptabilisés dans le résultat net, à moins qu'il ne soit clair que le dividende représente le remboursement d'une partie du coût du placement.

**III) LES PASSIFS FINANCIERS SONT CLASSÉS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES:**

**PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI**

La société classe les passifs financiers non dérivés comme étant évalués au coût amorti. Les passifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. À l'heure actuelle, la société classe les fournisseurs et autres créditeurs de même que la dette à long terme en tant que passifs financiers évalués au coût amorti.

**PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**

Les passifs financiers évalués à la juste valeur sont initialement comptabilisés à la juste valeur et réévalués chaque date de clôture, et les variations sont comptabilisées dans le résultat net. À l'heure actuelle, la société ne détient pas de passifs financiers évalués à la juste valeur.

**IV) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS SERVANT À DES FINS AUTRES QUE DE COUVERTURE ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**

Les instruments financiers dérivés servant à des fins autres que de couverture, y compris les contrats de change, sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs initialement évalués à leur juste valeur. Les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Tous les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont classés en tant qu'instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Toute variation ultérieure de la juste valeur des contrats de change servant à des fins autres que de couverture est comptabilisée dans le coût des biens vendus dans la période au cours de laquelle la variation se produit.

**V) RELATIONS DE COUVERTURE**

La société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition au risque de change relativement à une partie de ses achats effectués en dollars américains. Au moment de la désignation initiale de la couverture, la société documente officiellement la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, notamment ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie relative à l'opération de couverture, de même que les méthodes qu'elle prendra pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société évalue, tant à l'origine de la relation de couverture que régulièrement par la suite, s'il est prévu que les instruments de couverture seront efficaces pour contrebalancer les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts respectifs au cours de la période pendant laquelle la couverture est désignée.

Pour les couvertures de flux de trésorerie, une transaction prévue qui fait l'objet de la couverture doit être hautement probable et doit comporter une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait, finalement, affecter le bénéfice net. La composante valeur temps des options désignées comme couvertures des flux de trésorerie est exclue des relations de couverture et comptabilisée dans les autres éléments du résultat global à titre de coût lié à la couverture et présenté séparément si elle est importante.

Les dérivés utilisés à titre de couvertures sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés dans le bénéfice net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations de cette dernière sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

**COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE**

Lorsqu'un dérivé est désigné comme l'instrument de couverture dans une couverture de l'exposition aux variations des flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et hautement probable qui pourrait influencer sur le bénéfice net, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée comme faisant partie des capitaux propres sous le cumul des autres éléments du résultat global. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est sorti et inclus dans le bénéfice net dans le même poste du compte consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global que l'élément couvert, dans la même période que celle pendant laquelle les flux de trésorerie couverts influent sur le résultat net. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement dans le bénéfice net. Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à échéance ou s'il est vendu, résilié ou exercé, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le profit ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global demeure dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le profit ou la perte. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde compris dans le cumul des autres éléments du résultat global est alors comptabilisé immédiatement dans le bénéfice net.

Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est transféré directement dans le coût initial de cet actif.

**B) NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES**

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 2 mai 2015, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude:

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit au fil du temps. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels sont visés par d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

## PROGRAMME DE DIVULGATION: MODIFICATIONS À L'IAS 1

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de la divulgation dans les rapports financiers (le « programme de divulgation »). Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

## 4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|                                                                                              | 2 MAI 2015       | 3 MAI 2014       | 31 JANVIER 2015   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Fonds en caisse et fonds bancaires                                                           | 57 659 \$        | 16 694 \$        | 106 917 \$        |
| Dépôts à court terme portant intérêt à 0,8 % (0,9 % au 3 mai 2014; 0,8 % au 31 janvier 2015) | 9 999            | 51 154           | 32 996            |
|                                                                                              | <b>67 658 \$</b> | <b>67 848 \$</b> | <b>139 913 \$</b> |

## 5 INSTRUMENTS FINANCIERS

### CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

|                                                         | 2 MAI 2015                                            |                                                        |                   |              |           |            |            |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------|--------------|-----------|------------|------------|
|                                                         | VALEUR COMPTABLE                                      |                                                        |                   | JUSTE VALEUR |           |            |            |
|                                                         | JUSTE<br>VALEUR PAR<br>LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT<br>NET | JUSTE<br>VALEUR DES<br>INSTRUMENTS<br>DE<br>COUVERTURE | AU COÛT<br>AMORTI | TOTAL        | NIVEAU 1  | NIVEAU 2   | TOTAL      |
| <b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>      |                                                       |                                                        |                   |              |           |            |            |
| Actif financier dérivé                                  | 2 799 \$                                              | 2 659 \$                                               | – \$              | 5 458 \$     | – \$      | 5 458 \$   | 5 458 \$   |
| Titres négociables                                      | 58 933 \$                                             | – \$                                                   | – \$              | 58 933 \$    | 58 933 \$ | – \$       | 58 933 \$  |
| <b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>     |                                                       |                                                        |                   |              |           |            |            |
| Passif financier dérivé                                 | – \$                                                  | (132) \$                                               | – \$              | (132) \$     | – \$      | (132) \$   | (132) \$   |
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b> |                                                       |                                                        |                   |              |           |            |            |
| Dette à long terme                                      | – \$                                                  | – \$                                                   | (4 896) \$        | (4 896) \$   | – \$      | (5 143) \$ | (5 143) \$ |

**NOTES AFFÉRENTES**  
**AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

|                                                         | 3 MAI 2014                                            |                           |                                 |            |              |            |            |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|------------|--------------|------------|------------|
|                                                         | VALEUR COMPTABLE                                      |                           |                                 |            | JUSTE VALEUR |            |            |
|                                                         | JUSTE<br>VALEUR PAR<br>LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT<br>NET | DISPONIBLES<br>À LA VENTE | AUTRES<br>PASSIFS<br>FINANCIERS | TOTAL      | NIVEAU 1     | NIVEAU 2   | TOTAL      |
| <b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>      |                                                       |                           |                                 |            |              |            |            |
| Actif financier dérivé                                  | 4 627 \$                                              | – \$                      | – \$                            | 4 627 \$   | – \$         | 4 627 \$   | 4 627 \$   |
| Titres négociables                                      | – \$                                                  | 54 996 \$                 | – \$                            | 54 996 \$  | 54 996 \$    | – \$       | 54 996 \$  |
| <b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>     |                                                       |                           |                                 |            |              |            |            |
| Passif financier dérivé                                 | (2 946) \$                                            | – \$                      | – \$                            | (2 946) \$ | – \$         | (2 946) \$ | (2 946) \$ |
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b> |                                                       |                           |                                 |            |              |            |            |
| Dette à long terme                                      | – \$                                                  | – \$                      | (6 596) \$                      | (6 596) \$ | – \$         | (7 002) \$ | (7 002) \$ |

|                                                         | 31 JANVIER 2015                                       |                                                        |                           |                                 |              |           |            |            |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|--------------|-----------|------------|------------|
|                                                         | VALEUR COMPTABLE                                      |                                                        |                           |                                 | JUSTE VALEUR |           |            |            |
|                                                         | JUSTE<br>VALEUR PAR<br>LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT<br>NET | JUSTE<br>VALEUR DES<br>INSTRUMENTS<br>DE<br>COUVERTURE | DISPONIBLES<br>À LA VENTE | AUTRES<br>PASSIFS<br>FINANCIERS | TOTAL        | NIVEAU 1  | NIVEAU 2   | TOTAL      |
| <b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>      |                                                       |                                                        |                           |                                 |              |           |            |            |
| Actif financier dérivé                                  | 12 191 \$                                             | 8 444 \$                                               | – \$                      | – \$                            | 20 635 \$    | – \$      | 20 635 \$  | 20 635 \$  |
| Titres négociables                                      | – \$                                                  | – \$                                                   | 57 364 \$                 | – \$                            | 57 364 \$    | 57 364 \$ | – \$       | 57 364 \$  |
| <b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>     |                                                       |                                                        |                           |                                 |              |           |            |            |
| Passif financier dérivé                                 | (2) \$                                                | (94) \$                                                | – \$                      | – \$                            | (96) \$      | – \$      | (96) \$    | (96) \$    |
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b> |                                                       |                                                        |                           |                                 |              |           |            |            |
| Dette à long terme                                      | – \$                                                  | – \$                                                   | – \$                      | (5 331) \$                      | (5 331) \$   | – \$      | (5 621) \$ | (5 621) \$ |

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 2 mai 2015, le 3 mai 2014 et le 31 janvier 2015.

**INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**

La société a effectué auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a conclu des contrats à terme, fait l'acquisition d'options d'achat et vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats de change se prolongent sur une période d'au plus 12 mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Les contrats de change en cours se détaillent comme suit :

| 2 MAI 2015                                                                                        |                                  |                              |                               |                 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|
| PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN                                                                       | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET  |                 |
| <b>Contrats de change désignés<br/>comme couvertures des flux de trésorerie</b>                   |                                  |                              |                               |                 |                 |
| Contrats à terme                                                                                  | 1,204 \$                         | 109 500 \$                   | 1 689 \$                      | – \$            | 1 689 \$        |
| Options d'achat acquises                                                                          | 1,188 \$                         | 23 000 \$                    | 970                           | –               | 970             |
| Options de vente vendues                                                                          | 1,188 \$                         | 11 500 \$                    | –                             | (132)           | (132)           |
| <b>Contrats de change classés à la juste valeur<br/>par le biais du résultat net <sup>1</sup></b> |                                  |                              |                               |                 |                 |
| Options d'achat acquises                                                                          | 1,077 \$                         | 20 000 \$                    | 2 799                         | –               | 2 799           |
| Options de vente vendues                                                                          | 1,077 \$                         | 40 000 \$                    | –                             | –               | –               |
|                                                                                                   |                                  |                              | <b>5 458 \$</b>               | <b>(132) \$</b> | <b>5 326 \$</b> |

| 3 MAI 2014                                                                                        |                                  |                              |                               |                   |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------|-----------------|
| PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN                                                                       | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET    |                 |
| <b>Contrats de change classés à la juste valeur<br/>par le biais du résultat net <sup>1</sup></b> |                                  |                              |                               |                   |                 |
| Options d'achat acquises                                                                          | 1,09 \$                          | 166 000 \$                   | 4 627 \$                      | – \$              | 4 627 \$        |
| Options de vente vendues                                                                          | 1,09 \$                          | 282 000 \$                   | –                             | (2 946)           | (2 946)         |
|                                                                                                   |                                  |                              | <b>4 627 \$</b>               | <b>(2 946) \$</b> | <b>1 681 \$</b> |

| 31 JANVIER 2015                                                                                   |                                  |                              |                               |                |                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|------------------|
| PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN                                                                       | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |                  |
| <b>Contrats de change désignés<br/>comme couvertures des flux de trésorerie</b>                   |                                  |                              |                               |                |                  |
| Contrats à terme                                                                                  | 1,183 \$                         | 69 500 \$                    | 6 292 \$                      | – \$           | 6 292 \$         |
| Options d'achat acquises                                                                          | 1,188 \$                         | 23 000 \$                    | 2 152                         | –              | 2 152            |
| Options de vente vendues                                                                          | 1,188 \$                         | 11 500 \$                    | –                             | (94)           | (94)             |
| <b>Contrats de change classés à la juste valeur<br/>par le biais du résultat net <sup>1</sup></b> |                                  |                              |                               |                |                  |
| Options d'achat acquises                                                                          | 1,081 \$                         | 64 000 \$                    | 12 191                        | –              | 12 191           |
| Options de vente vendues                                                                          | 1,081 \$                         | 128 000 \$                   | –                             | (2)            | (2)              |
|                                                                                                   |                                  |                              | <b>20 635 \$</b>              | <b>(96) \$</b> | <b>20 539 \$</b> |

<sup>1</sup> Détenus en tant que couvertures économiques.

## 6 STOCKS ET COÛT DES BIENS VENDUS

Au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 79 926 \$ (85 264 \$ au 3 mai 2014). De plus, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus un montant de 1 710 \$ (1 444 \$ au 3 mai 2014) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

Le coût des biens vendus comprend une perte de 2 344 \$ (perte de 2 975 \$ au 3 mai 2014, profit de 10 921 \$ au 31 janvier 2015), laquelle correspond à la variation de la juste valeur des dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture. Pour le trimestre clos le 3 mai 2014, le coût des biens vendus a été révisé afin d'inclure la variation de la juste valeur des dérivés non admissibles à la comptabilisation de couverture, lesquels étaient présentés antérieurement en tant que produits financiers ou charges financières.

## 7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

|                                                        | 2 MAI 2015       | 3 MAI 2014       | 31 JANVIER 2015  |
|--------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dettes fournisseurs                                    | 37 706 \$        | 40 400 \$        | 49 577 \$        |
| Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées | 40               | 55               | 40               |
| Autres créditeurs non commerciaux                      | 7 872            | 8 138            | 9 502            |
| Créditeurs au titre des avantages du personnel         | 19 190           | 19 176           | 27 201           |
| Créditeurs relatifs aux locaux                         | 13 469           | 14 874           | 14 576           |
| Provision pour retours sur ventes                      | 1 656            | 1 270            | 726              |
|                                                        | <b>79 933</b>    | <b>83 913</b>    | <b>101 622</b>   |
| Moins la partie non courante                           | 9 491            | 11 323           | 9 903            |
|                                                        | <b>70 442 \$</b> | <b>72 590 \$</b> | <b>91 719 \$</b> |

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés et des autres créditeurs qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

## 8 PRODUITS DIFFÉRÉS

|                                                                                     | 2 MAI 2015       | 3 MAI 2014       | 31 JANVIER 2015  |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation | 7 690 \$         | 6 795 \$         | 8 735 \$         |
| Cartes-cadeaux non utilisées                                                        | 8 425            | 8 732            | 12 338           |
|                                                                                     | <b>16 115 \$</b> | <b>15 527 \$</b> | <b>21 073 \$</b> |

## 9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

|                                                   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES          |                     |                                       |                     |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------|
|                                                   | 2 MAI 2015                            |                     | 3 MAI 2014                            |                     |
|                                                   | NOMBRE<br>D' ACTIONS<br>(EN MILLIERS) | VALEUR<br>COMPTABLE | NOMBRE<br>D' ACTIONS<br>(EN MILLIERS) | VALEUR<br>COMPTABLE |
| <b>Actions ordinaires</b>                         |                                       |                     |                                       |                     |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de la période | 13 440                                | 482 \$              | 13 440                                | 482 \$              |
| <b>Actions de catégorie A sans droit de vote</b>  |                                       |                     |                                       |                     |
| Solde à l'ouverture de la période                 | 51 146                                | 38 745              | 51 146                                | 38 745              |
| Actions émises à l'exercice d'options sur actions | -                                     | 2                   | -                                     | -                   |
| Solde à la clôture de la période                  | 51 146                                | 38 747              | 51 146                                | 38 745              |
| Total du capital social                           | 64 586                                | 39 229 \$           | 64 586                                | 39 227 \$           |

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

## ÉMISSION D'ACTION DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, un total de 200 actions de catégorie A sans droit de vote ont été émises à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (néant au 3 mai 2014). Les montants portés au crédit du capital social par suite de l'exercice d'options sur actions comprennent une contrepartie en trésorerie de 2 \$, y compris une valeur attribuée provenant du surplus d'apport (néant au 3 mai 2014).

## ACHAT D'ACTION AUX FINS D'ANNULATION

Pendant le trimestre clos le 2 mai 2015, la société n'a acheté aucune action aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2014. Pour plus de renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

## CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit:

|                                                                                                                                | TITRES<br>NÉGOCIABLES | COUVERTURES DE<br>FLUX DE<br>TRÉSORERIE | ÉCARTS DE<br>CONVERSION | CUMUL<br>DES AUTRES<br>ÉLÉMENTS DU<br>RÉSULTAT GLOBAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------|
| Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015                                                                                          | 340 \$                | 6 026 \$                                | (725) \$                | 5 641 \$                                              |
| Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2014) [note 3a)]                                                                          | (340)                 | –                                       | –                       | (340)                                                 |
| Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 420 \$)                             | –                     | (3 930)                                 | –                       | (3 930)                                               |
| Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 86 \$)                   | –                     | (239)                                   | –                       | (239)                                                 |
| Variation des écarts de conversion                                                                                             | –                     | –                                       | 182                     | 182                                                   |
| <b>Solde au 2 mai 2015</b>                                                                                                     | <b>– \$</b>           | <b>1 857 \$</b>                         | <b>(543) \$</b>         | <b>1 314 \$</b>                                       |
| Solde au 2 février 2014                                                                                                        | 7 327 \$              | – \$                                    | 29 \$                   | 7 356 \$                                              |
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 309 \$)                        | 2 020                 | –                                       | –                       | 2 020                                                 |
| Reclassement de la perte réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 3 \$)                       | 21                    | –                                       | –                       | 21                                                    |
| Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 1 \$) | 9                     | –                                       | –                       | 9                                                     |
| Variation des écarts de conversion                                                                                             | –                     | –                                       | (173)                   | (173)                                                 |
| <b>Solde au 3 mai 2014</b>                                                                                                     | <b>9 377 \$</b>       | <b>– \$</b>                             | <b>(144) \$</b>         | <b>9 233 \$</b>                                       |

Pour le trimestre clos le 2 mai 2015, la variation de la composante valeur temps des contrats d'options désignés comme couvertures de flux de trésorerie n'était pas importante.

## DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants:

|                                                                 | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES<br>2 MAI 2015 | 3 MAI 2014 |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------|
| Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote | 3 229 \$                                   | 3 229 \$   |
| Dividendes par action                                           | 0,05 \$                                    | 0,05 \$    |

## 10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

### A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

### B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

|                                               | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                                        |                          |                                        |
|-----------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------|
|                                               | 2 MAI 2015                   |                                        | 3 MAI 2014               |                                        |
|                                               | OPTIONS<br>(EN MILLIERS)     | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN<br>PONDÉRÉ | OPTIONS<br>(EN MILLIERS) | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN<br>PONDÉRÉ |
| En circulation à l'ouverture de la période    | 3 051                        | 10,75 \$                               | 2 090                    | 14,43 \$                               |
| Attribution                                   | 200                          | 6,77                                   | –                        | –                                      |
| Exercice                                      | –                            | 6,00                                   | –                        | –                                      |
| Renonciation                                  | (143)                        | 13,97                                  | (126)                    | 14,50                                  |
| En circulation à la clôture de la période     | 3 108                        | 10,35 \$                               | 1 964                    | 14,42 \$                               |
| Options exerçables à la clôture de la période | 1 546                        | 13,07 \$                               | 1 154                    | 14,53 \$                               |

Au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, un total de 200 actions de catégorie A sans droit de vote a été émis par suite de l'exercice des options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Le prix moyen pondéré d'une action à la date d'exercice des options sur actions exercées au cours du trimestre clos le 2 mai 2015 était de 7,02 \$.

### C) Les coûts de rémunération liés aux 200 000 options sur actions attribuées pendant le trimestre clos le 2 mai 2015 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

|                                                      | 200 000 OPTIONS<br>ATTRIBUÉES<br>LE 23 AVRIL 2015 |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Durée prévue des options                             | 6,3 ans                                           |
| Taux d'intérêt sans risque                           | 0,99 %                                            |
| Volatilité prévue du cours des actions               | 30,06 %                                           |
| Taux moyen de rendement des actions                  | 2,95 %                                            |
| Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées | 1,42 \$                                           |
| Prix de l'action à la date d'attribution             | 6,77 \$                                           |

### D) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre clos le 2 mai 2015, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 138 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (73 \$ pour le trimestre clos le 3 mai 2014) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

**NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

**11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

Le taux d'impôt effectif de la société pour le trimestre clos le 2 mai 2015 s'est établi à 22,80% (20,34% pour le trimestre clos le 3 mai 2014). Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

**12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES**

**COMPTABILISÉS DANS LE BÉNÉFICE NET**

|                                                                                             | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------|
|                                                                                             | 2 MAI 2015                   | 3 MAI 2014 |
| Produits de dividendes liés aux titres négociables                                          | 709 \$                       | 667 \$     |
| Produits d'intérêts                                                                         | 158                          | 163        |
| Profit de change                                                                            | 610                          | –          |
| Produits financiers                                                                         | 1 477                        | 830        |
| Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire                                                   | 82                           | 108        |
| Variation nette de la juste valeur des titres négociables                                   | 1 168                        | –          |
| Perte de change                                                                             | –                            | 899        |
| Perte de valeur sur des titres négociables                                                  | –                            | 10         |
| Perte réalisée à la sortie de titres négociables                                            | –                            | 24         |
| Charges financières                                                                         | 1 250                        | 1 041      |
| Produits financiers nets (charges financières nettes) comptabilisé(e)s dans le bénéfice net | 227 \$                       | (211) \$   |

**13 BÉNÉFICE PAR ACTION**

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur une perte nette de 7 671 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015 (perte nette de 13 415 \$ pour le trimestre clos le 3 mai 2014).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

|                                                                                     | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------|
|                                                                                     | 2 MAI 2015                   | 3 MAI 2014 |
| Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action | 64 586                       | 64 586     |
| Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action   | 64 635                       | 64 586     |

Au 2 mai 2015, un total de 2 553 200 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (1 963 750 au 3 mai 2014), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, étant donné que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours des actions au cours de la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

#### 14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

|                                                                                                            | 2 MAI 2015 | 3 MAI 2014 | 31 JANVIER 2015 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|-----------------|
| Opérations sans effet sur la trésorerie                                                                    |            |            |                 |
| Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs | 1 425 \$   | 1 057 \$   | 3 645 \$        |

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 1 470 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015 (1 567 \$ pour le trimestre clos le 3 mai 2014). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de 465 \$ ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (néant pour le trimestre clos le 3 mai 2014).

#### 15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours du trimestre clos le 2 mai 2015, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

**REITMANS** marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses **337 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au [reitmans.com](http://reitmans.com).

Chef de file canadien des vêtements de grande taille, **PENNINGTONS** propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite **138 MAGASINS** au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne [penningtons.com](http://penningtons.com).

**ADDITION ELLE** est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodocratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite **107 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse [additionelle.com](http://additionelle.com).

**RW & CO.** est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite **78 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique: [rw-co.com](http://rw-co.com).

**THYME MATERNITÉ**, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite **68 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 21 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au [thymematernity.com](http://thymematernity.com).

Comptant **82 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, **SMART SET** est la destination mode qui propose vêtements de carrière, denim, articles essentiels et accessoires. Smart Set est une destination mode pour femmes offrant des styles tendance novateurs à agencer. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Smart Set en ligne, au [smartset.ca](http://smartset.ca).



**MAGASINS**  
À TRAVERS  
LE CANADA

|                           | REITMANS   | PENNINGTONS | ADDITIONELLE | RW & CO.  | THYME     | SMART SET | TOTAL DE<br>MAGASINS |
|---------------------------|------------|-------------|--------------|-----------|-----------|-----------|----------------------|
| TERRE-NEUVE               | 14         | 3           | 2            | 1         | -         | -         | 20                   |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD     | 3          | 1           | -            | -         | -         | 2         | 6                    |
| NOUVELLE-ÉCOSSE           | 19         | 6           | 2            | 1         | 1         | 1         | 30                   |
| NOUVEAU-BRUNSWICK         | 13         | 4           | 3            | 3         | 1         | 2         | 26                   |
| QUÉBEC                    | 82         | 25          | 30           | 16        | 22        | 33        | 208                  |
| ONTARIO                   | 107        | 51          | 41           | 30        | 25        | 29        | 283                  |
| MANITOBA                  | 12         | 5           | 3            | 3         | 2         | 3         | 28                   |
| SASKATCHEWAN              | 11         | 6           | 3            | 2         | 2         | 1         | 25                   |
| ALBERTA                   | 39         | 19          | 17           | 11        | 10        | 6         | 102                  |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE      | 35         | 18          | 6            | 11        | 5         | 5         | 80                   |
| TERRITOIRES DU NORD-OUEST | 1          | -           | -            | -         | -         | -         | 1                    |
| YUKON                     | 1          | -           | -            | -         | -         | -         | 1                    |
|                           | <b>337</b> | <b>138</b>  | <b>107</b>   | <b>78</b> | <b>68</b> | <b>82</b> | <b>810</b>           |



**Reitmans**  
(CANADA) LIMITÉE

**RENSEIGNEMENTS  
CORPORATIFS**

**BUREAU DE L'ADMINISTRATION**

250, rue Sauvé Ouest  
Montréal, Québec H3L 1Z2  
Téléphone : 514-384-1140  
Télécopieur : 514-385-2669  
Courrier électronique : info@reitmans.com  
Site Web de la société : reitmanscanadalimitee.com

**AGENT DES TRANSFERTS  
ET AGENT COMPTABLE  
DES REGISTRES**

Services aux investisseurs  
Computershare Inc.  
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

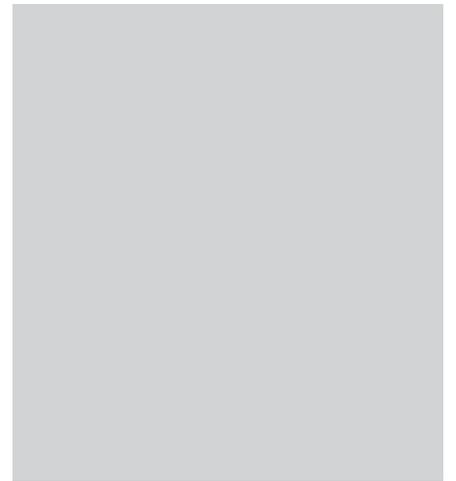
**ADRESSE ENREGISTRÉE**

155, rue Wellington Ouest, 40<sup>e</sup> étage  
Toronto, Ontario M5V 3J7  
Téléphone : 416-863-0900  
Télécopieur : 416-863-0871

**SYMBOLES BOURSIERS**

LA BOURSE DE TORONTO  
Actions ordinaires RET  
Actions de catégorie A  
sans droit de vote RET.A

An English version of this report may  
be obtained by writing to the Secretary,  
REITMANS (CANADA) LIMITED  
250 SAUVÉ STREET WEST  
MONTREAL, QUÉBEC H3L 1Z2



REITMANS  
PENNINGTONS  
ADDITION ELLE  
RW & CO.  
THYME  
SMART SET



DESIGN ET PRODUCTION:  
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC.